



Depuis l'assassinat du couturier chinois Chaolin Zhang en 2016 à Aubervilliers, les médias et les pouvoirs publics ont pris conscience de l'existence d'un racisme anti-Asiatiques au sein de la société française. L'expression de ces préjugés culmine en 2020 lorsque la pandémie de Covid-19 frappe le monde. La révélation décomplexée des sentiments antichinois en France dévoile un mécanisme d'essentialisation encore peu étudié.

S'appuyant sur une enquête de terrain au long cours menée depuis 2009, cet ouvrage dresse un portrait fin des trajectoires migratoires et politiques des populations chinoises en France, ainsi que des mobilisations antiracistes qui ont émergé au sein de la jeune génération. En suivant les parcours de Qian, Pierre, Alexandre, Ailing et Lin Chong, le lecteur/ la lectrice arpentera tantôt les rayons des épiceries du quartier de Belleville, tantôt

les allées des marchés grossistes d'Aubervilliers, en passant par les salons de manucure et les sous-sols qui abritent les ateliers de confection.

Dans ces lieux méconnus s'élève la voix d'une nouvelle génération qui refuse de rester silencieuse et se lance dans une aventure politique inédite. Trente ans après la » Marche pour l'égalité et contre le racisme « , la contestation de ces jeunes perçu-es comme » Asiatiques » peut-elle faire évoluer les regards sur les inégalités ethno-raciales au sein de la société française ?

Introduction

Dimanche 4 septembre 2016, place de la République, Paris. Sous le ciel gris et lourd de l'automne précoce, plusieurs personnalités politiques montent sur scène pour dire leur affliction profonde à la suite du décès de Chaolin Zhang, habitant d'Aubervilliers, survenu après son agression. Parmi elles : Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, Stéphane Troussel, président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, et Meriem Derkaoui, maire d'Aubervilliers. Cette dernière prend la parole et demande d'arrêter de croire aux préjugés et notamment à celui qui prétend que « les Chinois ont de l'argent ». Près de moi, trois jeunes hommes de type asiatique échangent en français :

-Oh, là là ! soupire l'un d'eux sur un ton ironique, ça sent la sale récupération politique. À bas les politiciens !

-Bon, répond son copain, si on veut influencer la décision politique, il faut dialoguer avec eux, non ?

-Enfin, c'est quand même bien que les politiciens fassent attention à ces problèmes, ajoute la troisième personne du groupe, sinon tout le monde parle de burkini, mais le burkini, ça ne tue personne !

Tandis qu'ils continuent de discuter, les politiques sur scène promettent la mise en place de nombreux outils pour renforcer la sécurité – ajout de caméras de surveillance, augmentation des effectifs de police, des interprètes et des personnes chargées d'accompagner les victimes lors des dépôts de plainte, etc. – et assurent de leur soutien et leur empathie l'ensemble des Asiatiques : « Si nous sommes là, affirme Stéphane Troussel, c'est pour dire le refus de la violence, mais aussi le refus de la haine et de la stigmatisation de ces préjugés racistes. Nous, nous sommes la France, nous aimons la France aussi parce que vous êtes là. Nous devons rassembler pour faire en sorte que la nation et la société soient ensemble. »

Après cette prise de parole, le cortège démarre. La pluie qui commence à tomber n'entame en rien la détermination des manifestants qui forment une impressionnante marée de t-shirts tricolores rappelant les couleurs du drapeau français. Les jeunes gens, garçons et filles, scandent tour à tour : « Chaolin Zhang, mort pour rien ; qui sera le prochain ? », « Liberté, égalité, fraternité, et... sé-cu-ri-té ! » et entonnent les paroles sanglantes de *La Marseillaise*, d'une voix enthousiaste et rythmée : « Aux armes, citoyens, formez vos bataillons ; marchons, marchons, qu'un sang impur abreuve nos sillons. » À d'autres

endroits du cortège, même si les manifestants sont plus âgés et ont du mal à suivre les slogans en français, ils n'hésitent pas à exprimer leur souhait d'appartenir à la société française sur leurs pancartes. Sur l'une d'elles, on peut lire « Je veux sortir en toute sécurité », sur une autre « Vivre, survivre, continuer... », ou encore « Help ! » écrit sur un œil ensanglanté. Ils agitent des drapeaux français en avançant lentement et toutes sortes d'émotions se lisent sur leur visage : excitation, ras-le-bol, tristesse, colère... mais surtout, le désir d'être perçus et traités comme des citoyens à part entière.

Depuis 2010, à Belleville, la communauté chinoise d'Île-de-France est descendue à plusieurs reprises dans la rue pour protester contre le racisme et la violence dont elle est victime. Trois manifestations transgénérationnelles (2010, 2011 et 2016) constituent les premières bases de son répertoire d'actions. Longtemps considérée non seulement comme une minorité « modèle », « travailleuse » qui « réussit », mais surtout comme une communauté « discrète » et « silencieuse », sa présence dans l'espace public a interpellé les médias qui tentent désormais de saisir les raisons de cette colère. Certains parlent d'un « [choc de générations](#) » et soulignent le clivage entre les « vieux » nés en Chine et les « jeunes » nés en France ; d'autres mettent en lumière les expériences du [racisme ordinaire](#) auquel sont confrontés ces immigrants. Quelles que soient les problématiques abordées, tous remarquent l'émergence d'une jeune génération qui brise le silence et s'apprête à agir pour combattre les préjugés racistes qui vont jusqu'à l'agression physique.

Six mois plus tard. Dimanche 2 avril 2017. Toujours sur la place de la République, toujours lors d'un rassemblement organisé par des associations chinoises, mais dans une ambiance bien plus tendue et pleine de perplexité. Cela fait une semaine que les médias parisiens parlent des « émeutes » des jeunes Chinois qui protestent furieusement à la suite du décès de Shaoyao Liu, père de cinq enfants, tué par balle lors d'une descente de police à son domicile dans le 19^e arrondissement. Deux versions circulent sur les réseaux sociaux : d'un côté, la police qui invoque un tir de légitime défense face à un homme qui aurait tenté d'attaquer les forces de l'ordre avec des ciseaux ; de l'autre, les enfants de Monsieur Liu qui accusent les policiers d'avoir commis une bavure et d'avoir tiré sur leur père dès leur arrivée sans aucune raison. Ce dimanche-là, sur la place de la République, les deux points de vue opposés sont représentés. Sur scène, une dizaine de présidents d'associations de commerçants, accompagnés par l'ambassadeur de Chine à Paris, appellent la population à faire confiance à la justice française pour trouver la vérité ; en contrebas, devant la scène, les participants au rassemblement ne semblent pas convaincus ; ce qu'annonçait déjà cette banderole accrochée à un arbre : « Des ciseaux contre un pistolet. La France = pays des droits de l'Homme ? »

Les discours se poursuivent sur scène... Tout à coup, une centaine de jeunes adolescents surgissent aux abords de la place en formant un cortège. Les poings serrés, ils crient : « Police : assassins ! Police : assassins ! » Avec détermination, ils contournent la place, s'engagent rue du Temple où sont garées une dizaine de voitures de police, et cherchent à entrer en confrontation directe avec les CRS munis de boucliers. Les discours des présidents d'associations sont bien sûr interrompus ; l'animateur annonce la fin du rassemblement et demande en chinois aux participants d'évacuer la place par l'autre côté. Rue du Temple, les jeunes continuent à scander : « Police assassins ! » en tentant de foncer sur les forces de l'ordre, jusqu'au moment où les CRS décident de faire usage de gaz lacrymogènes. Forcés de se disperser, certains jeunes manifestants courent vers l'autre côté de la place en rigolant, comme des collégiens qui auraient réussi à piéger leurs surveillants à la récré ; d'autres restent sur place et soutiennent la confrontation en jetant des bouteilles sur les policiers. Devant la sortie du métro, une jeune fille pose sur le dos de

ma main un autocollant où il est inscrit : « Je suis Chinois. » Cette phrase me rend perplexe. Pense-t-elle que j'ai besoin d'un autocollant pour rappeler au monde que j'ai un visage chinois ? Ce n'est que quelques minutes plus tard, en la voyant donner le même autocollant à quelques passants français « blancs », que je comprends qu'il s'agit d'un clin d'œil au slogan « Je suis Charlie » et que la phrase doit pouvoir se traduire ainsi : « S'il vous plaît, soyez solidaires avec nous, les Chinois de France. »

Si les actions collectives des jeunes Asiatiques en 2016 et 2017 ont permis de donner de la visibilité au racisme anti-Asiatiques en France et d'en faire une catégorie légitime de l'action publique, en 2020, la pandémie de Covid-19 a révélé la globalité du phénomène. Le virus ayant été découvert à Wuhan, en Chine, le fantasme du « péril jaune » s'en est trouvé réactivé, de même que l'image de la Chine perçue comme un pays sous-développé, manquant d'hygiène et méprisable, à l'image du titre évocateur « Alerte jaune » paru en Une du *Courrier picard* à la fin du mois de janvier. Cette stigmatisation idéologique a encouragé les gens à éviter les commerces alimentaires gérés par des Asiatiques et a donné lieu à des agressions verbales, voire physiques, à l'encontre de toute personne perçue comme chinoise dans l'espace public, y compris les enfants. De surcroît, à l'échelle de la politique internationale, cette idéologie s'est traduite par des propos complotistes, à l'instar de ceux du président des États-Unis, Donald Trump, qui, en employant l'expression « virus chinois », a ravivé la haine contre les Asiatiques. En conséquence, aux États-Unis comme en France, les slogans « Je ne suis pas un virus// *am not a virus*[1] » se sont répandus sur les réseaux sociaux pour dénoncer la posture et les actes racistes. En France, les études scientifiques sur le racisme et la discrimination ont jusqu'à présent porté plus spécifiquement sur les populations provenant des territoires d'outre-mer ou issues de l'immigration postcoloniale (Maghreb, Afrique subsaharienne) ; peu d'ouvrages ont mis en lumière les origines ou les conséquences des discriminations touchant les populations originaires d'Asie du Sud et de l'Est[2]. Ce livre entend apporter des éléments de compréhension et un appareil critique sur le racisme anti-Asiatiques en brossant un tableau d'ensemble des nouveaux immigrés chinois (*Xinyimin*), c'est-à-dire les immigrés en provenance de la Chine continentale arrivés en France après les réformes économiques chinoises de la fin des années 1970. Comme l'ont montré les actes racistes provoqués par la pandémie de Covid-19, la « sinophobie », entendue ici comme une crainte ou une haine à l'égard de la Chine ou du peuple chinois, constitue le matériau brut du racisme anti-Asiatiques. Qu'elles soient chinoises ou pas, toutes les personnes perçues comme asiatiques sont impactées par les effets de ces représentations. Pour déconstruire ces préjugés, ce livre se propose de donner la parole aux victimes de ce racisme – les immigrés chinois, leurs enfants et plus globalement toute personne asiatique – et de rendre compte de leurs trajectoires et de leurs luttes.

Avant d'entrer dans le détail du matériau sur lequel s'appuie ce livre, il nous semble important de faire un bref rappel de l'histoire de l'installation de la diaspora chinoise en France qui s'étend au moins sur cent cinquante ans.

Une minorité en mutation

L'histoire des Chinois en France remonte au moins à la fin du XIX^e siècle, et débute traditionnellement par l'arrivée d'un commerçant du Qingtian venu vendre la précieuse

Pierre de roche de sa région utilisée, entre autres, pour la confection des sceaux chinois.

Pendant la Première Guerre mondiale, la France a ensuite fait venir entre 100 000 et 140 000 Chinois, pour la plupart originaires de la région du Zhejiang (dans laquelle se trouve la ville de Wenzhou) et du Shandong, afin de combler le déficit de main-d'œuvre masculine lié aux pertes humaines. À la fin de la guerre, entre 2 000 et 3 000 d'entre eux sont restés en France et ont créé des ateliers artisanaux sur l'îlot Chalon, dans l'actuel 12^e arrondissement de Paris, aux côtés des immigrés sénégalais, maghrébins et vietnamiens. À partir des années 1930, ces commerçants originaires de Wenzhou ont commencé à s'installer dans le quartier des Arts et Métiers, dans le 3^e arrondissement de Paris, qui est progressivement devenu le « quartier de la maroquinerie chinoise ». Dans les années 1980, l'îlot Chalon a fait l'objet d'une politique de rénovation urbaine qui a entraîné la délocalisation de l'ensemble des ateliers chinois vers le quartier des Arts et Métiers[3].

Un nouveau flux d'immigration s'est constitué dans les années 1970 avec l'arrivée en France de réfugiés d'origine chinoise en provenance de pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, notamment du Vietnam et du Cambodge, dont ils avaient acquis la nationalité. Issues pour la plupart de la province du Guangdong et installées en Indochine après la Révolution chinoise de 1911, ces familles ont été persécutées par le régime communiste des Khmers rouges durant la guerre du Vietnam à partir de 1975[4]. Elles se sont souvent d'abord réfugiées en Thaïlande avant de rejoindre d'autres pays, dont la France, qui en a accueilli plus de 100 000 jusqu'en 1985. Une partie de ces réfugiés a été logée dans les grands ensembles du 13^e arrondissement de Paris construits au cours des années 1970. Ils se sont lancés dans le commerce alimentaire, la restauration ou encore la joaillerie et ont transformé le « Triangle de Choisy » (circonscrit par l'avenue de Choisy, celle d'Ivry et le boulevard Masséna) en un véritable *Chinatown*. Ils se sont également engagés dans d'autres secteurs traditionnellement occupés par des étrangers, comme le textile et la maroquinerie[5].

Les réformes économiques de Deng Xiaoping lancées en Chine en 1978 ont entraîné d'importants flux migratoires, à la fois à l'intérieur de la Chine et vers l'étranger. Dans les trois provinces côtières du sud-est de la Chine (Zhejiang, Fujian et Guangdong) où la tradition migratoire est forte, l'émigration internationale a repris de manière soutenue à partir des années 1980. L'accélération des réformes économiques chinoises à partir de 1992 a conduit, à la suite de la restructuration des entreprises d'État, à des licenciements massifs (entre 20 et 40 millions de personnes ont perdu leur emploi), notamment dans l'ancien pôle industriel du nord-est de la Chine, le Dongbei. Ce chômage de masse s'est traduit par une forte émigration, majoritairement féminine, au départ de cette région. Au contraire des migrants originaires du Zhejiang, du Fujian et du Guangdong, ceux en provenance du Dongbei migrent souvent de manière isolée et ne bénéficient généralement pas, à leur arrivée en France, des réseaux de soutien mis en place par les Chinois plus anciennement installés. Ils s'y trouvent ainsi souvent en situation très précaire, voire irrégulière, et sont fréquemment exploités par leurs employeurs, généralement originaires du sud-est de la Chine. Une partie de ces femmes deviennent travailleuses du sexe et ont fait l'objet d'attention de la part des pouvoirs publics et des médias suite à leurs mobilisations pour la reconnaissance de leur droit au travail[6].

Aujourd'hui, la France demeure une destination attractive pour les ressortissants chinois, qui y viennent souvent faire leurs études. Au sein de l'UE, la France enregistre l'une des plus fortes croissances de la population née en Chine : + 4 % par an en moyenne entre 2008 et 2014 (environ 100 000 personnes en région parisienne en 2015)[7]. Les Chinois constituent désormais, après les Marocains et les Algériens, le plus gros flux

d'immigrants légaux en France. Cette brève présentation de l'histoire de l'immigration chinoise montre ainsi le renouvellement permanent des origines géographiques, des motifs de départ et des parcours d'intégration. Cette diversité interne contredit ainsi l'image monolithique d'une « minorité modèle » où chacun réussit et qui aurait su « s'approprier les valeurs de la République par l'école et par le travail », comme l'a loué Nicolas Sarkozy en 2010 lors de la fête du Nouvel An chinois à l'Élysée. Pourtant, dans un contexte politique hostile à l'immigration, les discours politiques et médiatiques tendent à promouvoir cette rhétorique pour renforcer la hiérarchisation raciale. Force est de constater qu'en créant des distinctions pour faire l'éloge d'une population à l'exclusion des autres, le discours de la « minorité modèle » devient un outil à double tranchant qui contribue à enfermer l'ensemble des populations asiatiques issues de l'Asie de l'Est et du Sud-Est dans une représentation figée de « commerçants qui réussissent » – les agressions étant l'une des conséquences les plus violentes de cette discrimination positive. C'est pourquoi dans une vidéo dont il sera question plus loin, les jeunes Asiatiques cherchent à souligner la diversité de leurs métiers, non seulement pour combattre le préjugé qui voudrait qu'ils soient riches, mais aussi pour libérer cette jeunesse des carcans liés à l'impératif de réussite sociale qui pèsent sur elle.

Une ethnographie transnationale de longue durée

Ce livre est le résultat combiné d'une recherche ethnographique menée sur plus de dix ans et d'une réflexion politique qui évolue sous le regard des enquêtés tout au long de ces années. Pour déconstruire le mythe d'une minorité « discrète » qui « réussit », ce livre vise à dépasser l'image de « carte postale » en proposant des portraits vivants de Chinois et d'Asiatiques, d'âges, de parcours et de rêves variés, ainsi que des observations sur les mobilisations sociales engagées par ou avec des membres de la communauté chinoise depuis 2010. Les données et informations présentées dans cet ouvrage ont été recueillies au plus près des réalités individuelles par des entretiens et suivent trois moments spécifiques de mobilisations sociales en France. À partir des parcours des immigrés chinois, nous aborderons les représentations et les pratiques racistes qui touchent l'ensemble des personnes racisées asiatiques en France, pour finalement entrevoir la possibilité des mobilisations antiracistes.

La première partie du matériau de recherche a été recueillie entre l'automne 2009 et le printemps 2014, dans le cadre d'une thèse soutenue à l'université Paris-IV en novembre 2015. Arrivée à Paris en 2009 pour mon cursus doctoral, j'ai commencé à travailler sur mon projet de thèse sur la mobilisation des populations chinoises, à partir du mouvement des sans-papiers lancé par la CGT à l'automne de la même année. Plus de 200 travailleurs chinois ayant participé à ce mouvement, j'ai pu recueillir les propos d'un grand nombre de grévistes et me documenter sur leurs parcours migratoires, sur l'organisation économique reposant sur les liens communautaires chinois et sur la perception qu'ils avaient du mouvement syndical. Une fois le mouvement des sans-papiers entré dans une phase plus calme, j'ai été amenée à observer les mobilisations au sujet des agressions ciblant les populations chinoises qui résident ou travaillent à Belleville et à Aubervilliers. Au total, cette recherche de thèse compte plus d'une centaine d'entretiens d'immigrés chinois et de personnes de nationalité française ayant eu des interactions avec eux, et cinq semaines d'enquête de terrain en Chine dans les villes et villages d'où ils sont originaires (Wenzhou

et ses alentours dans la région du Zhejiang, Nanchang dans le Jiangxi, et Fuqing dans la province du Fujian).

Le deuxième moment clé de cette recherche commence à l'été 2016, après l'assassinat du couturier Chaolin Zhang à Aubervilliers par trois jeunes hommes. Tandis que le répertoire d'actions se situe dans le prolongement des mobilisations organisées à Belleville en 2011, le mot d'ordre « Les préjugés tuent ! » choisi par les jeunes Chinois nés ou ayant reçu une éducation en France rend compte d'une prise de conscience du racisme structurel qui distingue cette génération de la génération précédente. Ces jeunes sont par ailleurs loin de se contenter de lutter sur le seul terrain de l'agression, mais visent à dénoncer plus globalement tous les préjugés racisés associés à la population chinoise, en tissant des liens avec d'autres jeunes Asiatiques originaires de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud. « Nous avons été combattants pour la France, travailleurs forcés dans les campagnes, enfants des colonies, *boat people* ; nous sommes devenus comédien, chef cuisinier, animateur TV, footballeur, artiste peintre, chanteuse, génie des algorithmes, journaliste, rugbyman, compositeur, entrepreneur, agent immobilier, fonctionnaire, avocat, médecin, professeur des écoles, retraité, coiffeuse, maquilleuse, étudiante, pharmacien, esthéticienne, taxi, chercheur, éboueur, policier, opticien, manutentionnaire, serveur... français. Tu peux changer les choses. [...] Ensemble, nous pouvons changer les choses ! L'avenir c'est vous qui l'écrivez, exprimez-vous. » Voilà ce que l'on peut lire, entre autres, dans la courte vidéo [Asiatiques de France](#) qui rassemble une vingtaine de jeunes Asiatiques issus de l'immigration. Dans le cadre de plusieurs projets collectifs, j'ai d'ailleurs été amenée à constater et à étudier l'émergence d'une identité panasiatique parmi les jeunes Asiatiques, tant dans l'espace public que sur les réseaux sociaux. En plus des tentatives de réfuter les stéréotypes touchant les Chinois, certains retournent le stigmate en mettant en avant une identité « jaune » à travers des slogans tels que « *Yellow is beautiful*^[8] », inspirés visiblement du mouvement noir aux États-Unis dans les années 1960.

Enfin, le troisième et dernier moment de cette enquête se situe au printemps et à l'automne 2020, alors que la pandémie de Covid-19 se propage dans le monde et qu'elle soulève au passage une vague de racisme à l'égard des Asiatiques, qui se traduit, entre autres, par des réflexions critiques généralisées dans les médias et sur les réseaux sociaux. J'ai alors entrepris de conduire de nouvelles enquêtes de terrain en interrogeant une vingtaine de jeunes Asiatiques entrés dans le militantisme antiraciste pendant le confinement afin d'explorer les composantes de cette catégorie « asiatique » et les formes possibles de résistance dans la France d'aujourd'hui.

Le titre prévu initialement pour cet ouvrage était *Yellow is the new black*, inspiré par la série états-unienne *Orange is the new black*. Il s'agissait, d'une part, de souligner l'émergence et la publicisation des actes racistes ciblant les Asiatiques, même si, dans leur histoire, leur intensité et leur fréquence, ces actes ne sont pas comparables à ceux visant les personnes noires. D'autre part, ce titre souhaitait mettre en avant le fait que les Asiatiques en France dénoncent le racisme, se mobilisent, en reprenant certains slogans hérités des mouvements noirs et en envisageant des convergences avec d'autres minorités racisées, comme le suggérait déjà dans les années 1960 le slogan états-unien « *Yellow Peril supports Black Panthers* ». Néanmoins, compte tenu de la différence des processus de racialisation des Asiatiques et des Noirs en France et dans le souci de trouver un titre plus adapté au contexte français, le titre actuel a été choisi pour souligner la particularité des Asiatiques en France : une minorité perçue comme « modèle » en termes économiques, mais qui demeure à bien des égards comme un corps étranger à la communauté nationale.

Existe-t-il un racisme anti-Asiatiques spécifique et distinct de celui que connaissent les

autres populations minoritaires ? Si oui, comment l'expliquer ? Derrière les craintes, la colère et la tristesse, quelle(s) transformation(s) de la société française faut-il lire ? Qu'est-ce qui pousse les jeunes, enfants d'immigrés, à défier leurs parents, les vieux notables de la communauté, voire la police, pour lancer des actions collectives inédites ? Au fil des chapitres, à travers les paroles et les récits de femmes et d'hommes, de jeunes et d'« anciens », d'entrepreneurs et de sans-papiers, de buralistes et de manucures... nous allons mettre en regard les parcours des immigrés chinois, les représentations et les pratiques racistes, tout en analysant les dynamiques des mobilisations antiracistes des Asiatiques de France.

Notes

[1] Pour la France : voir le post de la réalisatrice Amandine Gay sur Twitter le 27 janvier 2020 et voir « "Je ne suis pas un virus" : les préjugés racistes anti-asiatiques dénoncés sur les réseaux sociaux », 28 janvier 2020, sur <www.europe1.fr>. Pour les États-Unis : « "I am not a virus." How this artist is illustrating coronavirus-fueled racism », 1er avril 2020, sur : <www.pbs.org>.

[2] Il ne s'agit pas d'une catégorie objectivée mais d'une catégorie indigène, propre aux personnes touchées par ce racisme. Alors qu'aux États-Unis et en Angleterre, la population asiatiques (Asians) inclue souvent les populations issues de l'Asie du Sud, on peut constater en France un décalage entre l'Asie géographique et l'Asie raciale, c'est-à-dire que les personnes étiquetées comme Asiatiques sont majoritairement issues de l'Asie de l'Est ou Sud-Est. Elles partagent des stigmates et des expériences de discriminations fondées sur des stéréotypes racialisants différents de ceux qui concernent les individus issus d'Asie du Sud.

[3] Voir Véronique Poisson, « Les grandes étapes de cent ans d'histoire migratoire entre la Chine et la France », *Hommes & migrations*, n° 1254.1, 2005, p. 6-17 ; Zhipeng Li, *Les Entrepreneurs chinois en France : le modèle de la diaspora Wenzhou*, Presses universitaires François-Rabelais, Tours, 2021.

[4] A la fin de la Guerre du Vietnam en 1975 et avec l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges au Cambodge, la région de l'ex-Indochine connaît un important conflit armé. Entre 200 000 et 250 000 personnes périssent, les survivants tentent de s'enfuir. Il est estimé que 128 531 réfugiés ont été admis en France à partir de 1979.

[5] Nancy Green, *Du Sentier à la 7e Avenue. La confection et les immigrés*, Seuil, Paris, 1998.

[6] Voir notamment : Florence Lévy et Marylène Lieber, « La sexualité comme ressource migratoire », *Revue française de sociologie*, n° 50.4, 2009, p. 719-746 ; Hélène Lebaill, « Femmes chinoises travailleuses sexuelles à Paris : Construire sa respectabilité, définir la violence et revendiquer son droit à la sécurité dans l'espace public », in Ya-Han Chuang et Anne-Christine Trémon (dir.), *Mobilités et mobilisations chinoises en France*, TERRA-HN, Marseille, 2020.

[7] Insee, Une population immigrée aujourd'hui plus répartie sur le territoire régional,

[8] Voir le compte « Yellow.is.beautiful » sur le site Instagram (<<https://www.instagram.com>>), ainsi que le documentaire réalisé par Giulio Lucchini, « Yellow is beautiful », disponible sur <<https://www.vimeo.com>>.